

Février 2015

Retour du Burkina Faso

Le drame à Charlie Hebdo a provoqué une réaction unitaire en France et en Europe... puisse-t-il permettre une réflexion et un débat ouvert sur le djihadisme et l'extrémisme religieux au nom duquel les crimes sont commis -pas seulement à Paris mais dans le monde entier ! L'Afrique est touchée aussi, et les horreurs perpétrées au Nigéria nous émeuvent beaucoup. (Il faut voir le très beau film "Timbouctou »)¹

L'Afrique a plus que jamais besoin de solidarités, et je suis contente de m'investir pour développer le dialogue entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec l'espoir que 2015 sera une belle année de rapprochement, avec **Les Entretiens Eurafricains (EE)** prévus en décembre (après les élections). Ceux-ci ont reçu un accueil chaleureux à Ouaga dans les rencontres et réunions organisés pendant notre séjour² en décembre dernier.

Nous avons rencontré une Afrique combattive et pleine d'espoir, enthousiaste à l'idée d'accueillir les EE chez elle. Les différentes rencontres et réunions nous ont permis de prendre conscience de la situation après la révolution d'octobre, et plus encore de la maturité de la réflexion chez les jeunes et chez les femmes qui, comme l'a rappelé Agnès Congo, « ont ouvert le bal avec leurs spatules ».

Au Burkina, « la jeunesse ne rêvait plus » ont témoigné les jeunes étudiants et la population n'a pas bénéficié de la croissance : les inégalités se sont creusées et les femmes du milieu

¹ Lire aussi l'article de Philippe Hugon : [Les devises de la République à l'heure des manifestations contrastées dans le monde à propos de Charlie Hebdo](#)

² Les Entretiens Eurafricains pourront se dérouler à 2iE (une grande école africaine) : ils sont enthousiastes tout comme toutes celles et ceux que Yvan Fischer et moi-même avons pu voir :

- la représentation de l'UE (Alain Holleville et son 1^{er} conseiller Moustapha)
- l'Ambassadeur de France
- les femmes de l'association « filles-mères battantes » que je « marraine »
- l'UEMOA : j'ai été reçue par le Commissaire en personne : ils seront partenaires des EE)
- la FIAB et l'Ineadec (dirigé par un ancien directeur de l'OCDE) : conférence toute la journée d'hier sur l'industrie agroalimentaire africaine à l'exportation.
- et pour finir, une réunion avec eux + des PME, assoc, étudiants... pour un échange sur la « révolution » et les Entretiens Eurafricains.

rural ont été les plus lésées. « Il fallait être du clan du pouvoir pour avoir quelque chose » a témoigné Christine Compaoré. La révolte a eu lieu contre « la misère durable » et le détournement en toute impunité des aides de la communauté internationale, nous a-t-elle dit. Elle était inscrite ! La longévité du système, l'âge des hommes au pouvoir –plus de 65 ans- face à une population dont 60% a moins de 20 ans, leur entêtement à vouloir y rester encore et à tout prix... « tout le monde voyait venir », sauf les principaux intéressés, sourds aux avertissements qui s'amoncelaient, y compris ceux de la communauté internationale, comme nous l'a dit Alain Holleville, le représentant de l'Union européenne en Afrique de l'Ouest...

Aujourd'hui, le Burkina Faso a engagé sa transition, mais attention aux illusions : elle sera longue et difficile. « On ne change pas de mentalités si aisément après 27 ans de système » insiste Agnès Congo. Le dialogue entre les jeunes et leur professeur de ce point de vue était saisissant : « l'arbre a été déraciné, le système est tombé, pas seulement Blaise » a pu affirmer le professeur face à des jeunes plus réalistes : « on a su faire partir Blaise, mais il faut maintenant nous aider à prendre notre destin en mains » demande Ada, un jeune étudiant au chômage. Or, ajoute Hermann, ingénieur en formation, le dialogue n'existe toujours pas à l'université après la mobilisation, « on a des idées, mais comment les faire valoir ? ». Les autorités ne venaient pas au campus pour nous écouter, et il n'y avait pas de débat à la télévision, on est sorti dans la rue ! On n'avait plus le choix !

La transition doit aboutir au changement. Oui, mais comment ? Celle-ci n'est pas encore structurée, et la date des élections -qui créerait un horizon- n'est pas connue. Les annonces symboliques –parfois populistes- du gouvernement transitoire ne font pas un programme, ni un cadre global et les ministres ne pourront pas tout faire en 10 mois !

Il doit gérer les affaires courantes et définir les priorités de son action et en particulier voter le budget, préparer les futures élections. Il devra le faire avec un Conseil national et une assemblée parlementaire inexpérimentée (il doit rester une petite dizaine de députés), face à une population, méfiante, et en attente de changement³.

L'ancienne majorité a explosé et l'opposition s'organise, mais elle n'est pas impliquée dans la transition. Entre une gauche néo-sankariste, nostalgique des années 70, et une droite libérale rassemblée autour de Djabré, elle se divise alors que « le pays aurait besoin d'union et d'alliances ». Des rivalités se développent entre des partis politiques –somme toute en retrait- et les groupes de la société civile. « Aujourd'hui, les politiques s'infiltrent dans les associations sur les campus et créent la zizanie » témoigne un jeune étudiant, « ils sont coupés des populations ». « Nous qui venons des villages, nous pouvons sensibiliser les anciens et ouvrir leur conscience ». Mais comment créer un cadre de dialogue ?

Le Premier Ministre a su récupérer la situation « sans prendre la première place » et il s'est entouré de jeunes compétents : son directeur de Cabinet, Mathieu Tankoano, est bien

³ Voir les manifestations cette semaine

connu de notre groupe (dirigeant d'entreprise, il était à Bruxelles lors de notre « Sommet de la société civile »⁴). Le dialogue s'est noué avec les institutions internationales, européennes et africaines, qui ont travaillé de façon concertée avec l'ONU, et l'Union européenne –qui n'est pas un partenaire de souveraineté- a eu une participation active et jouit d'une reconnaissance.

Il faut dire que la Commission européenne est très impliquée en Afrique, et au Burkina Faso. L'UE a consacré 120 à 150 millions d'aides. « C'est une aide qui ne nous aide pas » dénoncent les jeunes et « on veut plus de suivi et des sanctions pour ceux qui les touchent » ! Elles doivent aller à l'éducation et à l'emploi, car la formation et le travail sont la base de tout développement. Ils dénoncent le manque de moyens, la décentralisation de l'université de Ouaga comme à Fada à 200 km où il n'y a ni salles de classe, ni logements pour les étudiants, et où les professeurs –qui viennent de Ouaga- sont trop souvent absents (problème de mobilité et d'emploi du temps).

Alain Holleville reconnaît la difficulté de mesurer l'impact de ces aides sur les populations, et il rappelle le besoin de vision à long terme : on a trop tendance à se focaliser sur le nombre de kms de routes réalisés, ou le nombre d'enfants scolarisés, sans s'interroger sur le contenu et la qualité des enseignements. Comment ces aides publiques peuvent-elles faire levier et mobiliser des fonds privés pour financer des investissements et des projets ?

Cette question sera au cœur des Entretiens Eurafricains.

La question est brûlante et les réponses complexes, tant la culture du public est un obstacle au partenariat public privé. Difficile déjà de faire des projets communs entre le FED et la BEI ! Ou l'AFD et la BEI ! Comment alors associer le secteur bancaire et les investisseurs institutionnels ? C'est « monstrueusement compliqué » s'exclame le représentant de l'Union européenne, « impossible » confirme l'ambassadeur de France. Difficultés supplémentaires, les secteurs prioritaires ne correspondent pas toujours aux besoins sur le terrain : gouvernance, santé, sécurité alimentaire, paix et sécurité, intégration régionale ou facilitation du commerce sont des champs vastes⁵, mais ce que demandent les populations et les investisseurs sont des financements de projets concrets et décentralisés. « Plutôt aider les promoteurs que les Etats » s'exclament les femmes productrices, et financer la transformation des ressources locales.

Le Burkina Faso consacre plus la moitié de son PIB à l'importation de produits finis (2000 milliards de FCFA en 2013 (55% du PIB) alors qu'il exporte pour 1162 milliards ses productions à l'état brut (coton, césame, anarcade, maïs et mangue...) et importe les produits alimentaires des grands groupes (Nestlé, Unilever, Pepsi, Kraft foods...) qui bénéficient des accords APE et développent une communication publicitaire à la télévision, pénalisant les produits locaux.

⁴ Cf « Dialogue public-privé pour de nouveaux partenariats économiques » Bruxelles le 6 mars 2014.

⁵ Cf. la réunion de Business France et l'AFD à Paris début 2015

Le tissu industriel est peu développé malgré les ressources. Cette situation n'est pas propre au Burkina Faso, mais celui-ci souffre plus que les autres pays africains de son enclavement, de l'absence d'infrastructures électriques et routières et du manque de structures pour la formation des futurs entrepreneurs. La pauvreté touche beaucoup de couches de la population, jeunes sans emploi et femmes du milieu rural⁶. Comment nouer des coopérations transfrontières avec ses voisins ? Et développer de nouvelles relations commerciales et coopérations ?

Des coopérations transfrontières et la création de filières régionales ont d'autant plus de difficultés à se développer que l'union douanière des pays de l'UEMOA est largement fictive ! « Quand on se déplace avec nos produits, on est pillé à la frontière par nos PDG (policiers-douaniers-gendarmes) à qui on doit laisser 1/3 de nos produits à l'aller, et une partie de la vente au retour ! »

Comment bâtir des stratégies locales par pays et dans la sous-région ? Il existe de gros écarts entre les pays, et si la Côte d'Ivoire et le Ghana (+ que le Nigéria) pourraient être des locomotives pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, il n'est pas sûr qu'ils en aient envie...

L'UEMOA travaille à la promotion du secteur privé au Burkina Faso, et à la création de marchés régionaux avec les 8 pays de la zone. Son commissaire est séduit par le modèle européen d'intégration (malgré la crise que l'Europe traverse), convaincu que seule la mutualisation des politiques nationales favorisera une nouvelle croissance. La région d'Afrique de l'Ouest a déjà sa monnaie, mais ses politiques économiques sont sectorielles, et les Etats ne pourront pas selon lui créer des cadres favorables sécurisant les investissements qui viennent d'autres zones. Il souligne la place du Maroc, 1^{er} investisseur africain en Afrique de l'Ouest, « son arrière-cour », et souhaite attirer les entreprises, banques et assurances de l'Europe. Pour lui, « Les aides ont leurs limites », le moteur de la croissance, c'est l'investissement, il faut développer le secteur privé... Encore faut-il que ce dernier trouve des garanties et que le rendement soit au rendez-vous d'où l'idée de plus de partenariats publics-privés (PPP). Les Etats doivent s'engager dans des PPP, et mobiliser –de façon plus efficace- les fonds publics d'amorçage comme ceux de l'AFD ou de Bruxelles (UE ou BEI), pour attirer les fonds privés (l'UEMOA a sélectionné le Cabinet Maître François SERRES pour une recherche de moyens innovants de financement des programmes économiques et élaborer une stratégie de promotion du PPP et proposer un dispositif communautaire réglementaire et institutionnel).

Il insiste sur le besoin criant de formation (notamment de techniciens), et se réjouit du partenariat que nous souhaitons développer avec 2iE, soulignant toutefois qu'il existe des centres d'excellence dans plusieurs pays. Il propose par ailleurs d'associer la Chambre Consulaire Régionale et le Conseil du Travail et du Dialogue social (il existe dans tous les

⁶ Cf. le colloque de l'INEADE, dirigé par Rainer, demandeur de partenariat avec nous

Etats, des comités de dialogue des secteurs publics et privés qui travaillent sur une meilleure utilisation des fonds)

Le partenariat avec 2iE nous permettra de tenir nos EE dans les locaux de l'école⁷. Lors de la rencontre avec Kouassi Kouame, secrétaire général, celui-ci a mis l'accent sur l'absence de culture d'entretien et de maintenance « on budgétise des investissements, mais pas la maintenance », or ajoute-t-il « l'investissement dans l'éducation apporte plus de points de croissance que les infrastructures ! ». A Abidjan, dit-il, « il n'existe pas les ressources humaines pour piloter les infrastructures créées ».

Il regrette que les élites européennes en Afrique soient moins nombreuses que dans les années 60 (ou alors ce sont des retraités !) et que la démocratie en Afrique est moins sûre que dans les années 70. Or, l'Afrique a besoin de participation... Des efforts ont été réalisés pour créer un système public d'éducation dans le primaire, au détriment de l'enseignement supérieur.

Les écoles privées se sont développées comme 2iE qui forme des ingénieurs/entrepreneurs dans les secteurs de l'environnement, de l'eau, de l'énergie et du génie civil. C'est une école régionale, créée avec le soutien de 14 Etats, et qui depuis 2007-2008 a deux piliers de financement : les Etats (au prorata du nombre de leurs étudiants) et les étudiants eux-mêmes. Aujourd'hui, les jeunes viennent de 30 pays et des cours sont dispensés en anglais.

Il soutient l'organisation des EE, avec des représentants de la Côte d'Ivoire et du Ghana, et s'interroge sur la région : faut-il consolider l'UEMOA ou le CEDEAO avec le Nigéria, plus fort à lui tout seul que les 8 pays de l'UEMOA ? « Les pays risqueraient d'y perdre leur identité –et la France aussi ! » conclut-il.

Les Entretiens Eurafricains nous permettront de poursuivre les débats sur la question des aides publiques au développement, leur effet levier pour mobiliser les investisseurs sur des projets de développement. Encadrées par quelques auditions de cadrage macro sur le « peuplement » et « les risques pays », **nous développerons quatre sujets : 1.** La valorisation des projets productifs et humains dans les chaînes de valeur régionales et internationales (dans l'agriculture, l'énergie, la construction, le numérique et logistique (projets décentralisés et interconnectés...)) ; **et** dans L'éducation et la formation professionnelle. 2. Le droit des Affaires et la régulation des marchés régionaux (union douanière, fiscalité...), pour promouvoir coopérations transfrontières et nouvelles relations commerciales. 3. L'effet levier des aides publiques pour la promotion des PPP et la mobilisation des acteurs bancaires et des investisseurs institutionnels comme les assurances et fonds de pension (garanties – réduction des risques...). Rendez-vous à Ouagadougou en décembre 2015, après les élections !

⁷ J'ai pu aussi rencontrer Amadou Hama Maïga, directeur général de 2iE à Paris.